

CHAPITRE 6

La technique comme prétexte à une réflexion sur un renouvellement de la démocratie et de la pratique militante. Formats et procédures de débat public sur Internet.

Olivier Blondeau

“Maîtriser sa parole de bout en bout”, telle est peut-être la revendication fondamentale qui s’exprime dans le mouvement altermondialiste et, plus généralement dans les mouvements sociaux depuis la fin des années 80. Pour de nombreux militants, en marge des organisations syndicales et politiques, Internet est perçu comme un espace permettant le développement de pratiques associées à la production/circulation de l’information et d’expérimentations de nouveaux formats de débat public. L’hypothèse que nous souhaiterions développer ici est celle d’une convergence entre problématiques militantes et problématiques technologiques, qui ne se situerait pas dans une perspective de simple instrumentation des techniques mais de co-détermination des usages politiques et techniques et de coproduction de l’innovation politique et technique. Dans ces conditions, Internet ne serait plus seulement un outil de la critique sociale mais aussi un espace ouvert permettant d’expérimenter des situations, des pratiques sociales et médiatiques émergentes.

1. Internet comme espace public populaire ?

Peut-on considérer Internet aujourd’hui comme une forme d’espace public permettant à une parole militante, en tant qu’elle n’est pas monopolisée et filtrée par des élites, de circuler ? Quelle serait alors sa logique d’énonciation et de publicisation, dès lors qu’elle ne serait pas complètement recouverte par les cadres d’intelligibilité de l’espace public bourgeois traditionnel, tel que l’a défini par exemple Habermas ? On pourrait alors supposer qu’à côté ou, pour être plus précis, en marge, de l’espace public traditionnel, vassalisé durant les XIXe et XXe siècles par les grandes organisations syndicales, politiques et associatives, se multiplient aujourd’hui sur Internet des formes d’espace public, que l’on pourrait qualifier avec Laurence Allard, d’“arènes publiques digitalisées” qui ne constitueraient pas Internet seulement comme un moyen mais aussi comme un objet d’engagement public [1]. Ces arènes publiques peuvent être définis comme des espaces de configuration narrative (mise en récit) et dramatique (mise en scène) de la parole publique, s’articulant les uns aux autres par le réseau et visant à faire émerger les enjeux politiques moins dans des vérités objectives que dans des trames plus ou moins serrées de pertinence et de vraisemblance [2].

Cette question de l’émergence d’arènes publiques, qui contesteraient l’hégémonie des espaces de légitimité et d’énonciation politiques dominants n’est en elle-même pas nouvelle, ni même spécifique à Internet. Dans *Dire et mal dire*, l’opinion publique au XVIIIe siècle [3], Arlette Farge croit percevoir, au milieu du XVIIIe siècle déjà, un espace public plébéien en capacité de contester la parole monarchique. Elle se livre, dans ce travail, à une critique particulièrement virulente de la théorie de l’espace public. L’aspect le plus contestable de cette théorie, selon Farge, est de laisser de côté, au nom de la répression même dont elle fait l’objet, la variante plébéienne de la sphère publique. La négation par les élites, tant bourgeoises que monarchiques, de la pertinence, sinon de l’existence même d’une parole populaire, ne justifie en aucun cas cette dénégation. Cette parole existe en tant que telle, en-dehors de l’émotion de la foule d’un côté, ou de l’opinion privée qui ne s’inscrit pas dans un régime de publicisation de l’autre.

Il nous apparaît cependant que de nombreuses caractéristiques de la sphère publique plébéienne, telles que les définit Farge, permettent de décrire certains traits de ces nouvelles arènes publiques digitalisées que constitue Internet : liberté d’expression, droit de savoir et de juger, conviction que l’accès à l’information est une des conditions d’accès au pouvoir, stratégie de contournement de la censure et/ou de la répression sont autant de similitudes que l’on peut trouver entre les réseaux de circulation de la parole publique dans la France pré-révolutionnaire et aujourd’hui sur Internet.

L’arrivée d’Internet ouvre, pour de nombreux militants, un nouveau territoire de liberté comme l’affirme par exemple Arno, un des instigateurs du Manifeste du Web indépendant [4] et créateur du logiciel SPIP :

“On a une liberté nouvelle qui n’a que du bon... Il n’y a que du bon parce qu’il y a confrontation. Quand je dis que du bon, il faut aussi admettre d’être choqué, d’avoir des débats assez violents, de tomber sur des cons et de s’engueuler. Faut le gérer mais avant, il n’y avait rien. Et on s’est tous

retrouvés, la première année avec des petits sites qui faisaient 500 visites par jour. T'hallucines : jamais tu ne pourrais faire du papier gratos pour toucher autant de monde" [5].

Cet avis ne fait que traduire une opinion très répandue sur Internet : Internet constitue un nouvel espace d'expression dans lequel chacun peut potentiellement s'exprimer pour peu qu'il en ait les moyens financiers et intellectuels (ce qui est loin, précisons-le, d'être toujours le cas).

Expérimenter : les vertus épistémiques de la curiosité publique.

Un des aspects les plus intéressants de l'espace public populaire analysé par Arlette Farge —et d'un certain point de vue repris par Cefaï dans sa définition des arènes publiques— est qu'il existe, au sein de cette sphère d'énonciation, une tension particulièrement prégnante entre le vrai et le faux, le possible, le vraisemblable et l'invérifiable, la manipulation et la rumeur. Ces phénomènes de circulation et de publicisation d'une parole, considérée comme illégitime, révèlent une véritable appétence pour le savoir, qui est d'emblée associé au pouvoir. La fragmentation et le morcellement d'une information non classée et non hiérarchisée, diffusant en rafales bruits et rumeurs, en même temps que des nouvelles d'importance, relèvent de cette "volonté de savoir et d'avoir prise" sur le cours des événements.

Récemment, suite à une erreur, le modérateur d'une liste de diffusion militante, ayant diffusé une rumeur, s'expliquait, dans un message posté sur la liste, sur les raisons qui l'avaient conduit à y croire. Il reprenait dans ce message cette notion de volonté, de désir de croire pour "avoir prise" : "Mais en fait, me suis-je tant trompé ? J'ai posté de bonne foi cet appel moins parce qu'il me semblait crédible que parce qu'il me plaisait. (...) Voilà. C'est ce genre de désir politique là qui se cachait derrière cette grosse bourde. Merde, c'était un faux (en plus fait par quelqu'un avec qui je ne suis pas d'accord, puisqu'il entendait ridiculiser les soutiens des filles voilées). Dommage, vraiment." [6].

On peut analyser ces phénomènes de rumeur et de fragmentation de l'information comme une manifestation typique de la curiosité publique, qui ne doit pas être interprétée comme un trait du peuple, soulignant son caractère volubile, inquiet et inconstant, mais bien plutôt comme "un acte qui fait entrer chacun en politique" [7].

Avec la fin des certitudes, des grands récits de la modernité, véritable révolution copernicienne en politique, nous assistons peut-être aujourd'hui à une déstabilisation des formes de production du savoir tant scientifique que politique qui réactive cette culture de la curiosité. Ainsi, on trouve chez Paolo Virno de longs développements sur la question de la curiosité dans sa Grammaire de la multitude. Le philosophe italien n'hésite pas à ériger cette propension morale, souvent considérée comme inconvenante, au rang de nouvelle vertu épistémologique de la condition post-fordiste. Pour lui, la curiosité se situe dans un no-man's land, un moment d'exode qui s'insinue entre un non plus et un pas encore :

"Non plus une trame de traditions consolidées, capable de protéger la pratique humaine de l'aléatoire et de la contingence ; pas encore la communauté de tous ceux qui n'ont aucune communauté préexistante sur laquelle compter" [8].

La curiosité s'inscrit dans le répertoire des ressources cognitives mobilisables, des instruments d'apprentissages et d'expérimentation pour faire face à la métamorphose permanente des modèles opératoires et des styles de vie.

"Chaque exode exige un grand effort d'adaptation, de souplesse, de rapidité et de réflexe. Ainsi, avec un grand nombre de ses penchants, que la philosophie morale avait jugé avec sévérité, en soulignant leur caractère corrupteur et morbide, se révèlent être des qualités précieuses pour s'adapter avec souplesse à ce no-man's land pris entre le non plus et le pas encore" [9].

Cette notion de curiosité est, de notre point de vue inséparable, dans le domaine des technologies de l'Internet, de celle d'expérimentation. Technologie particulièrement instable, récente et prise, aujourd'hui encore dans une tension très vive entre innovations et usages, Internet favorise cette propension à l'expérimentation. Comme le démontre Thierry Vedel dans son texte intitulé L'idée de démocratie électronique, origine, vision et question [10], la notion d'expérimentation traverse l'histoire de la "démocratie électronique". L'expérimentation de plein air demeure en effet pour lui un des traits fondateurs des trois âges de la démocratie électronique, depuis les premières expériences sur la cybernétique dans les années 50, jusqu'aux actuelles expériences de démocratie sur Internet, en passant par le développement des community networks, expériences liées aux réseaux de télévision câblée aux États-Unis.

Cette politique de l'expérimentation est d'ailleurs revendiquée en tant que telle dans les propos des acteurs eux-mêmes. À chaque rendez-vous altermondialiste (Sommet du G8 de Gênes et d'Évian, Forum Sociaux Mondiaux ou Européens...), se créent en effet des lieux de rencontre et d'expérimentation de pratiques médiatiques alternatives. C'est le cas par exemple en novembre 2003 du Métallos Medialab dont voici l'annonce :

“À l'occasion du Forum social européen de Paris, nous ouvrons un espace temporaire d'expérimentation et de confrontation pour les médias alternatifs européens dans le cadre de la Maison des Métallos. Le laboratoire des Métallos sera l'occasion pour les activistes des médias indépendants de présenter leur démarche, de se confronter à d'autres expériences similaires, de rencontrer des militants, d'échanger des savoir-faire et de l'expertise, mais aussi de faire le point sur la situation européenne et de dégager des perspectives d'actions et d'initiatives communes” [11].

En insistant sur la dimension expérimentale et même épistémique de la curiosité, nous nous rapprochons d'une autre définition de la curiosité, celle qui s'inscrit comme moment particulièrement structurant dans l'évolution de la pratique scientifique [12]. Le régime de la curiosité est en effet, au XVIIe siècle, un régime narratif d'énonciation et de probation du fait scientifique, qui se démarque à la fois de la tradition aristotélicienne fondée sur la recension des lieux communs et de celle des savoir-faire secrets des alchimistes. Rappelons-nous qu'en imposant le régime de l'*experimentum*, privilégiant la mise à l'épreuve artificielle, les savants-expérimentateurs du XVIIe siècle tentent de faire apparaître des phénomènes échappant aux perceptions ordinaires. Ce régime de probation, fondé sur le caractère spectaculaire, merveilleux de l'expérience scientifique, est par ailleurs inséparable de sa publicisation dans un espace de légitimité à travers un réseau de sociabilité qui réunit des témoins. C'est la raison pour laquelle de nombreux commentateurs ont pu parler de recherche de plein air. Traditionnellement, c'est-à-dire depuis le XIIIe siècle, la légitimité scientifique se construit à travers une série de déplacements (intéressement, enrôlement, mobilisation et éventuellement dissidence), des traductions, dans lesquels certains groupes s'érigent en porte-parole d'un ou de plusieurs groupes.

“La Traduction, qui apparaît comme un fondu enchaîné, est une machinerie destinée à changer la vie des profanes mais sans les associer à la conception et à la mise en œuvre de ce changement” [13].

À chacune de ses étapes, affirment Callon, Lascoumes et Barthe, la traduction est marquée par la violence des spécialistes qui prennent congé des profanes et qui clôturent la recherche sur elle-même, à un “Grand enfermement” de la recherche scientifique dans des laboratoires de plus en plus isolés du public. Face à cette violence, les sociologues de l'École des Mines montrent que :

“Non seulement un tel fossé [entre pensée savante et pensée ordinaire] n'existe pas, mais que, de plus en plus, il est possible, il est nécessaire, de considérer l'existence d'une recherche de plein air prête à s'engager dans des coopérations avec la recherche confinée. Oui, les profanes peuvent et doivent intervenir dans le cours des recherches scientifiques, en mêlant leur voix à celles de ceux qu'on nomme spécialistes” [14].

Le régime de la curiosité, associé à celui d'expérimentation, permet de réinterroger les formats d'énonciation, de publicisation et de circulation de cette parole publique. Cette culture de la curiosité ne touche pas en effet seulement à la prospection de nouvelles idées politiques, à l'élaboration d'un nouveau projet de société ou à des formes d'accommodement et de consensus entre des opinions divergentes mais tente d'expérimenter, en quelque sorte en amont du projet politique, et d'élaborer des formats dialogiques de discussion dans ces arènes publiques. Le format et les procédures du débat public deviennent alors eux-mêmes un objet politique à part entière qui associe critique sociale et critique technique.

Sur Internet se multiplient ainsi de nombreuses expériences de “reformatage” du débat public, associant étroitement spécialistes et profanes dans des sphères d'expérimentation communes. L'expérience, menée depuis près de deux ans par un certain nombre d'ingénieurs de la Direction Départementale du Territoire de Belfort et du ministère de l'Équipement, en lien avec un groupe de consultants, spécialistes des NTIC, est, de notre point de vue, particulièrement intéressante. Elle tente, en effet, de montrer comment les outils de communication, disponibles sur le réseau Internet peuvent être porteurs d'innovation, non seulement en matière de consultation des usagers, mais surtout de coproduction de situations, d'espaces dialogiques d'élaboration des grands choix en matière d'aménagement routier et, plus largement, d'aménagement du territoire. Dans cette expérience, que nous pourrions qualifier, de plein air, nous retrouvons une réflexion sur les trois

grandes dimensions axiologiques autour desquelles se structure le débat sur la démocratie électronique telle que l'a définie Thierry Vedel [15] ; c'est-à-dire l'information des citoyens, le débat et la discussion et la délibération et la prise de décision. Cette expérience, baptisée "Concept RN19" s'inscrit dans la phase finale d'un processus d'enquête publique destinée à élaborer le tracé d'une route dans le Territoire de Belfort. Partant du principe que l'information publique devrait désormais être partagée, tant dans sa conception que dans son usage, les initiateurs et animateurs de ce projet ont tenté de reconsidérer la notion même d'acteur pertinent en matière d'enquête publique : "Dans une société de représentation, affirment-ils, les acteurs sont souvent assimilés aux représentants d'institutions diverses, publiques ou privées (...) Dans une société de l'information en réseaux, la notion d'acteur impose, pour faire émerger d'abord des individus porteurs d'énergie. Ces derniers (...) pèsent autant qu'une institution obligée à naviguer avec toutes les pesanteurs classiques d'une organisation, dont une des difficultés est constituée d'habitudes culturelles et professionnelles de collaborateurs gestionnaires" [16].

Dans une perspective expérimentale revendiquée comme telle, ils ont donc décidé de mettre en place un site web [17] destiné non seulement à informer les usagers sur l'évolution du projet routier mais aussi à coproduire un espace de dialogue entre les spécialistes et les profanes, entre les experts et les usagers, en utilisant des outils de co-publication sur Internet comme l'application logicielle Spip [18]. Conçu comme "un creuset à partager pour nourrir le débat public et l'information des citoyens", ce site s'inscrit plus dans une réflexion sur l'élaboration d'un espace de démocratie dialogique que dans une démarche de démocratie directe. Pour l'un des directeurs départementaux de l'Équipement, Internet ne doit pas se substituer aux acteurs locaux, ni même à la rencontre physique, à l'expression orale ou au dialogue de visu, mais constitue un potentiel d'expressions multiples de lisibilité commune d'un projet et d'exploration du devenir d'un territoire. Une des convictions clairement affichées par les promoteurs de cette expérience est que l'information, désormais, se "coproduit dans le respect mutuel, pour faire émerger les lignes directrices de ce que peut être le bien commun" [19].

Quel que soit l'avenir de ce projet, il apparaît clairement que l'enjeu du débat qu'il tente de faire émerger est celui de la démocratie. L'outil, la technique y apparaissent pour les acteurs moins comme solution de substitution que comme prétexte à une réflexion sur la question de la démocratie et de son renouvellement. Dans ces arènes publiques digitalisées, qui ne recouvrent pas entièrement les critères normatifs de la rationalité et de la légitimité propre à l'espace public bourgeois, "Chacun s'autorise de dire et de penser ; dans cette permission que chacun se donne à lui-même (...), s'invente, non pas tant de nouvelles formes de subversion, qu'un affinement des capacités cognitives et réflexives. L'originalité tient plus aux formes prises par la discussion et la critique qu'au contenu même de cette critique" [20].

Dans ces conditions, les activistes de la démocratie en réseau proposent d'imaginer de nouvelles formes de consultation, de mobilisation et de prise de décision, qui dépassent les procédures de la démocratie délégataire. M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe expliquent, à travers notamment l'exemple des "forums hybrides", qu'il convient de réfléchir à des innovations procédurales permettant de rendre visible la parole des usagers, des profanes qui interviennent dans des débats traditionnellement réservés aux experts. Ils définissent ces experts profanes "comme des citoyens ordinaires qui se regroupent pour élaborer de nouvelles identités et les exprimer, délaissant leurs porte-parole usuels" [21].

Ce que nous montrent en effet un grand nombre d'exemples d'expériences de démocratie et de mobilisation politique sur Internet, c'est que l'intérêt pour la politique, pour la controverse et le débat public ne s'est pas épuisé mais s'est seulement déplacé et qu'il a investi d'autres espaces qui ne sont pas toujours effectivement perceptibles par les tenants de l'orthodoxie politique. La critique que portent Callon, Lascoumes et Barthe, qui est fondamentalement une critique de la traduction (mise en évidence par Callon dans son célèbre texte sur la domestication des coquilles Saint-Jacques de la baie de Saint-Brieuc [22]), s'inscrit, de notre point de vue, dans une très grande proximité avec les travaux d'Arlette Farge et a fortiori de Michel Foucault sur les savoirs assujettis.

La mise en réseau des savoirs locaux.

L'un des possibles du réseau Internet est, selon nous, d'offrir à ces nouveaux militants des arènes publiques, lieux de rencontre et d'expression où peuvent se confronter, sinon s'affronter publiquement des savoirs locaux que Foucault qualifie de "savoir des gens" :

“Qui n’est pas du tout un savoir commun, un bon sens, mais au contraire, un savoir particulier, un savoir local, régional, un savoir différentiel, incapable d’unanimité et qui ne doit sa force qu’au tranchant qu’il oppose à tous ceux qui l’entourent” [23].

Foucault définissait le projet généalogique comme une redécouverte authentique des luttes et de la mémoire brute des combats contre la tyrannie des discours englobants imposant leurs propres hiérarchies et leurs privilèges d’avant-gardes théoriques. Les sites, listes de diffusion ou de discussion sont le lieu, en même temps que l’outil et le média qui nous donne accès, si ce n’est à l’ensemble, du moins à une partie, de ces savoirs assujettis.

L’activité militante sur Internet s’enracine profondément dans cette perspective généalogique qui couple connaissances érudites et mémoire locale, définissant un “savoir historique des luttes”, disqualifié et enseveli à la fois par le discours scientifique et par les formes d’appréhension globalisantes et systémiques imposées, dans l’action et dans le discours sur l’action, par les organisations dominantes [24]. Ce ne sont plus en effet seulement des organisations qui sont en capacité de produire de l’espace public, de diffuser de l’information ou d’animer du débat public, mais aussi —et peut-être même surtout sur Internet— des collectifs informels affinitaires sinon des individus isolés. Par ailleurs, ces sites ou ces listes de diffusion, qui ne sont pas toujours soutenus par des organisations ayant des ressources financières régulières mais bien souvent bénévolement par des individus inscrits dans l’action, ont tendance à n’exister que dans la temporalité du mouvement. Dans ces conditions, ils ne sont que très rarement actualisés après la fin de l’action. Ils restent quelque temps inactifs, puis disparaissent définitivement du Web. Dans la temporalité de l’action, comme dans les traces, la mémoire qui sera conservée du mouvement, ce registre d’investissement militant, dénié par les organisations militantes, a tendance à s’effacer.

L’exemple du mouvement des chômeurs de l’hiver 1997-1998 est particulièrement révélateur de la manière dont émergent sur Internet, dans la rencontre entre militants et techniciens, des savoirs ensevelis. En décembre 1997, contre toute attente, les chômeurs descendent dans la rue pour revendiquer une augmentation des minima sociaux et une prime de Noël. Le répertoire d’action utilisé est relativement vaste (manifestation de rue, occupation d’antennes des ASSÉDIC, réquisition dans les magasins...) mais c’est probablement l’image de ces chômeurs, visiblement marqués par les stigmates de la pauvreté et poussant devant eux, à la tête des manifestations, des caddies de supermarché, qui a le plus imprégné l’opinion. Ce choix, d’une des composantes du mouvement, de mettre en évidence, de manière très ostentatoire, les signes de pauvreté —stratégie qualifiée de mode misérabiliste dans *La France rebelle* de Xavier Crettiez et d’Isabelle Sommier [25]— répond indéniablement à la nécessité de “faire sens” dans l’opinion publique.

Le choix des organisateurs de ces manifestations de chômeurs, emmenées par l’APEIS (organisation très proche du Parti Communiste), et par les Comités de Chômeurs CGT, comme le montre *La France rebelle* [26], de “faire sens”, à travers le stigmate de la nécessité et de choisir un répertoire de revendications plus sociales (prime de Noël et minima sociaux) que politique, est un choix stratégique. Il vise à placer le mouvement sur le terrain de la nécessité. Cette production du sens, à travers un travail que l’on pourrait qualifier d’esthétique, et malgré son efficacité, a pourtant, de notre point de vue, contribué à accréditer l’idée que les chômeurs ne pouvaient pas avoir de parole politique pertinente. Exclue du travail, soumise à l’urgence de la nécessité, corps déformés tant par le travail que par l’absence de travail, les chômeurs ne pouvaient en aucun cas prétendre à une quelconque parole publique : l’association seule avait la capacité d’interpréter la revendication sociale pour la porter, dans un processus proche de la traduction, comme revendication politique auprès des instances gouvernementales.

Le 11 février 1998, pourtant, l’assemblée générale des chômeurs de Jussieu, représentant une composante minoritaire du mouvement, publiait un tract particulièrement intéressant sur le site Internet de l’Antenne Assedic dont voici un extrait :

“N’est-il pas temps de rompre une bonne fois pour toutes avec le mythe du plein emploi qui ne signifie rien d’autre qu’un esclavage renforcé, des conditions de vie qui se détériorent et plus de profits pour les entreprises de tout poil ? N’est-il pas temps de s’interroger sur le sens de ce que l’on produit, de se poser ces questions essentielles : Produire pourquoi ? Pour qui ? Comment ? À quel coût écologique et social ?” [27].

Ce tract fait partie des centaines de messages, plus de 400, publiés dans le bulletin quotidien de l’Antenne Assedic que nous avons eu l’occasion d’observer de manière assez systématique. Envoyé

par mail chaque matin à quelque 800 abonnés et à une quarantaine d'Assemblées Générales de chômeurs, réparties dans toute la France, ce bulletin est paru en 12 exemplaires du 11 janvier au 5 mars 1998. D'un point de vue qualitatif, on notera que ce bulletin a tout d'abord servi d'outil d'information et de coordination entre des assemblées générales de chômeurs distantes. Mais il a aussi été un lieu de débat particulièrement actif sur le sens du mouvement et notamment la question de la répression policière, de l'attitude du gouvernement et des organisations syndicales et politiques. Le fait le plus marquant est peut-être que le débat s'est très vite déplacé de la question sociale à la question politique. De nombreux messages ont en effet tourné autour de la problématique du revenu garanti. Parmi les autres fonctions, remplies par cette lettre rédigée par une dizaine de contributeurs bénévoles —eux-mêmes chômeurs, salariés et techniciens— on retrouve aussi de nombreux messages concernant les "connexions" envisagées avec les autres mouvements (sans-papiers, salariés de MacDo, Zapatistes...), ainsi qu'une revue de presse conséquente, reprenant notamment de nombreuses dépêches d'agences de presse et des témoignages de soutien de salariés. Il convient pour terminer cette évocation de l'Antenne Assedic de préciser que ce site n'était pas le seul à relayer l'action du mouvement des chômeurs de l'hiver 1998. Ainsi, nous avons pu repérer une dizaine d'autres sites ayant une activité similaire.

Il existe donc un contraste saisissant entre cette image d'un chômeur poussant un caddie et cette masse de textes, de réflexions critiques ou prospectives, d'annonces d'action, entre des registres traditionnels d'engagements et d'action et des formes émergentes s'inscrivant dans une grammaire du militantisme fondée sur la prise de parole dans des arènes publiques spécifiques. Typiquement le débat, profondément érudit et argumenté, sur la question du dépassement de la société salariale, en lien avec les actuelles mutations du capitalisme et l'augmentation de la productivité du travail, a été rapidement évacué du mouvement comme inutile parce que non fonctionnel, sinon dangereux, pour la mobilisation et n'a pu s'exprimer que dans des assemblées générales et sur des sites Internet. Même s'il est réapparu, sous forme de slogan lancé par l'association de chômeurs AC ! (un travail, c'est un droit ; un revenu, c'est un dû !), ce débat n'a pas été porté, ni même relayé par les organisations syndicales et politiques.

2. La production de format et de procédure de débat public sur Internet : la question des outils. Promouvoir une conception renouvelée de la démocratie comme le font ces nouveaux militants, en y associant de nouveaux acteurs, non-experts, dans le cadre d'une mise en réseau de savoirs locaux à différentes échelles, nécessite une réflexion et des expérimentations touchant aux procédures même d'expression et de délibération dans l'espace public. Cette question des supports, des formats et des procédures est au centre même de la pratique militante sur Internet et fait converger des problématiques tant techniques que politiques. Dans Dire et mal dire, Arlette Farge consacre de longs développements à la question des supports ainsi qu'aux formes que prennent la discussion et la circulation de la parole dans cet espace public populaire. De la même manière, nous l'avons vu plus haut, Callon, Lascoumes et Barthe, insistent sur l'importance fondamentale d'une réflexion sur les formes procédurales permettant de rendre visible la parole des citoyens.

Il nous apparaît que l'on ne peut pas penser les usages d'un objet technique, sans penser en même temps les objets eux-mêmes et les ajustements qu'ils produisent au niveau des collectifs. C'est la raison pour laquelle il convient, dans cette seconde partie de s'intéresser aux objets techniques qui produisent les cadres normatifs de ces arènes publiques.

L'usage qui est fait d'Internet par ces nouveaux militants réactive, d'un certain point de vue, l'utopie techniciste des années 50-60, qui, dans une conception de la technique comme orthopédie sociale, veut que l'outil puisse servir de béquille à la société. Mais il s'en distingue aussi assez nettement : l'outil ne sert pas à gouverner les hommes, mais sert à produire des situations d'énonciation narratives et dramatiques et des cadres normatifs qui permettent l'émergence d'une parole singulière. On peut donc, dans ces conditions, parler de convergence entre systèmes techniques et systèmes sociaux, entre "la rue et le cyberspace" pour reprendre le terme employé par les activistes du Net, les hacktivistes. Bernard Stiegler insiste sur cette notion de convergence entre les systèmes techniques et les autres systèmes sociaux et affirme que le système technique est toujours en avance sur les autres systèmes [28]. Pour lui la technique ne constitue pas un moyen au service d'une fin qui pourrait être l'homme. Il n'y a, dit-il, pas de fins préconstituées mais un complexe entre un groupe d'êtres vivants, les hommes, et des objets non-vivants, inorganiques mais organisés, des organes qui forment un système d'objets.

Dans une perspective de sociologie politique, l'émergence de la technique dans le champ de l'activité militante déstabilise le clivage entre activité technique et instrumentale d'une part et activité politique et communicationnelle d'autre part, pour reprendre la terminologie d'Habermas. Ainsi, les conditions permettant la rencontre entre techniciens et militants sur la base d'une discussion à la fois réflexive et prospective sur les finalités et les modalités de mise en œuvre de dispositifs techniques, seraient réunies. Il est en effet assez intéressant de constater que la question des procédures démocratiques de délégation et de représentation glisse aujourd'hui la plupart du temps vers une question de choix technologique ; question qui devient en elle-même un enjeu politique central.

Le 4 septembre 2003, par exemple, lors d'une réunion regroupant les acteurs du mouvement social français pour préparer le contre-sommet du G8 à Évian, le débat a, en grande partie, tourné autour de la forme d'organisation que devait prendre le collectif, c'est-à-dire comme informel et non-hégémonique. À l'issue de la réunion, une des seules décisions prise a été de construire un site Internet conçu comme un outil de coopération entre tous les acteurs et destinés à coordonner les efforts de chacun.

Dans une première phase de notre travail de terrain, dont rend compte, en partie, cet article, nous nous sommes intéressés, moins aux conditions d'appropriation de ces outils par les militants eux-mêmes, qu'aux développeurs de ces applications, pour tenter de cerner leurs motivations. Elles sont multiples, mais n'excluent pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, des motivations d'ordre politique. En fournissant gratuitement, pour une raison ou une autre, mais en général "parce que quand on l'a fait pour soi, pourquoi ne pas en faire bénéficier les autres" dirait le créateur d'AttilaPhp [29], des outils permettant d'éditer son propre site Web et en autorisant chacun à le modifier librement pour l'adapter à ses propres besoins, ces concepteurs de site déclarent tous, à leur manière, vouloir créer, grâce à la technologie, un "nouvel esprit" : celui de l'"opensource", de la "libre attitude", du "tous ensemble". C'est en tout cas ce que déclare un des plus grands spécialistes des CMS (Content Management System) en France, David Dufresne, membre fondateur du Mini-Rezo et lui-même signataire du Manifeste du Web indépendant, dans un article intitulé : PhpNuke, conte moderne de la société de contribution [30].

Il y a indéniablement une dimension profondément expressive dans l'activité technique qui permet aux informaticiens de tenir un discours politique sur la société [31]. Le concepteur d'AttilaPhp, le confirme lorsqu'il dit :

"Quand tu es informaticien, tu n'as pas d'idéal incorporé dans le métier. Je sais que quand j'étais à la fac, c'était une source de frustration pour certains. Pour moi, ce n'était pas central mais pour les vrais passionnés d'informatique, quelquefois tu les sentais... genre, mais après tout, la seule chose que je vais faire, c'est être payé par une grosse boîte pour pisser du code. Ça m'amuse, mais c'est comme s'il manquait une sorte d'épaisseur. À ce titre, tout ce qui tourne autour de l'explosion du Libre, tu recolores, tu peux mettre de la politique dans ton activité. Ça a donné pas mal d'élan à beaucoup de gens" [32].

L'activité informatique devient aussi, dans ces conditions, une activité de nature politique, destinée à créer des outils permettant de produire de l'espace public ; espace public fondé plus sur la coopération et la circulation de l'information, que sur la délégation de pouvoir et sur l'usage et la consommation d'objets (fussent-ils techniques et/ou immatériels). Pour beaucoup de concepteurs de systèmes de gestion de contenu, la collaboration entre les individus apparaît en effet comme une issue possible à la crise de la représentation. Le concepteur du RC, application d'écriture collaborative en réseau, l'explique dans un entretien que nous avons eu avec lui :

"Je fabrique des outils collaboratifs pour aider les gens à appréhender l'information, à leur donner les moyens qu'elle leur soit utile (...). Ces outils permettent d'avoir des collaborations avec des gens qui n'envisageaient même pas d'en avoir et de revaloriser les rapports humains. La notion de représentativité en politique me pose un gros problème éthique. Il est aberrant que, qui que ce soit qui n'est pas proche de moi, parle en mon nom. Je dois dire "oui" ou... Je ne dis rien. C'est clair que de renoncer au droit de vote, ce n'est pas rien. Ça implique de compenser par autre chose. De mon côté, j'ai plus d'efficacité à fabriquer des modèles, des outils, à susciter des collaborations. Moi, je fais mon devoir de citoyen" [33].

Les limites des listes de diffusion.

Si les listes de diffusion par courrier électronique ont été particulièrement investies par les réseaux militants depuis le début de l'année 2000, elles restent aujourd'hui encore une des formes privilégiées d'échange, de débat et de coordination. Le principe de la liste de diffusion est assez simple : à partir

du moment où l'utilisateur est abonné à une liste, il reçoit l'ensemble des messages postés par tous les autres abonnés de la liste sous forme de courrier électronique. Pas besoin donc d'aller chercher l'information, ni même de savoir "surfer sur le Net", il la reçoit, en temps réel, en quelque sorte à demeure, sur son ordinateur. Cette pratique est particulièrement sécurisante pour les utilisateurs novices, en ce sens qu'elle est finalement très proche des pratiques médiatiques traditionnelles, fondées sur la réception d'un message, plutôt que sur la recherche d'information (push vs pull). Autre caractéristique des listes de diffusion : l'abonné est dans la plupart des cas, lui-même un producteur potentiel d'information. Il peut mettre ses opinions en débat, les confronter avec celles des autres abonnés, annoncer des réunions ou des manifestations...

Cet intérêt croissant pour les listes de diffusion, depuis 1999/2000, n'est probablement pas l'effet du hasard. C'est à ce moment que l'équipement informatique des foyers français a pris un essor considérable, privilégiant ainsi les usages domestiques d'Internet et rencontrant la problématique de l'engagement distancié sur lequel nous reviendrons plus loin.

De nombreux utilisateurs novices, n'ayant ni le temps, ni la motivation nécessaire pour apprendre le langage html permettant de concevoir des sites, ont trouvé dans ces listes l'occasion de produire de l'expertise, de l'opinion et du débat public, sans avoir à passer par les concepteurs de sites (souvent informaticiens ou graphistes), qui à l'instar des "professionnels de la politique" dans les mouvements des années 80/90, jouaient un rôle de filtre dans l'exposition des points de vue de chacun.

Il est d'ailleurs significatif que de nombreuses voix se soient élevées pour critiquer avec force l'emprise des techniciens sur les problématiques militantes [34].

Ces listes de diffusion, Flore Trautmann l'a montré dans son travail sur les listes d'ATTAC [35], ont de nombreux effets pervers qui peuvent nuire à la qualité du débat public. C'est la raison pour laquelle des techniciens et des militants, tant en France que dans le reste du monde, ont commencé à réfléchir ensemble à la création de nouveaux outils permettant, selon eux, de combiner la simplicité du courrier électronique et le potentiel d'organisation de l'information du Web et des bases de données, mais aussi de s'inscrire dans une conception coopérative, dynamique et partagée de ces outils. Leur objectif, clairement affiché, était en effet moins de faire circuler de l'information que de se doter d'outils leur permettant de gérer les flux d'informations pour garantir une certaine qualité du débat public.

Les systèmes de gestion de contenu.

Avec l'apparition du langage de script Php (Hypertext Preprocessor) permettant de concevoir relativement rapidement des sites Web dynamiques [36] sans que les coûts techniques d'entrée soient trop élevés, se sont multipliées, depuis quelques années, des applications libres et gratuites, orientées vers la création de sites structurés comme des outils de travail collaboratif en réseau. Contrairement aux pages traditionnelles qui sont créées hors-ligne puis envoyées sur un serveur. Les CMS, qui sont pour la plupart d'entre eux, des logiciels libres et qui peuvent dans ce cadre évoluer très rapidement en fonction des besoins des usagers, possèdent toute une série de fonctionnalités qui incitent à la réflexion sur les procédures de débat public et de prise de décision : rédaction et édition collaborative de texte, système de vote en ligne, de syndication de contenu...

Ainsi, à partir d'une simple interface Web, affirment les promoteurs de ces outils, chacun peut apporter sa contribution au débat et participer, si nécessaire, à la prise de décision (par un copier/coller dans un champ de texte par exemple). Il s'agit donc là de simplifier la procédure de mise en ligne et la gestion de l'organisation du contenu.

On peut considérer aujourd'hui que l'essentiel des sites associatifs, militants et, de plus en plus médiatiques, administratifs ou institutionnels, a "migré" vers ce type d'application. C'est le cas, par exemple, pour les premiers d'entre eux, du site d'Act-Up, de celui d'ACRIMED (Action Critique Média), de Reporter Sans Frontière, des Amis du Monde Diplomatique, et plus récemment du site de la Poste, du ministère de l'Agriculture et des services d'information du Premier ministre ou de l'espace particulier d'EDF qui fonctionnent tous sous l'application Spip [37].

Il existe différents types de systèmes de gestion de contenu. L'application la plus connue, dans le monde associatif en France, est Spip. Mais il en est beaucoup d'autres dans l'espace francophone, comme dans le reste du monde. Citons notamment PhpNuke, Zop, Dacode, AttilaPhp, Wiki...

Le logiciel Glasnost est, de ce point de vue, particulièrement intéressant en ce sens qu'il a été conçu pour répondre aux principaux besoins des associations et des collectivités territoriales : élections et prises de décision, publication d'articles et de brèves, comptabilité et suivi de trésorerie, gestion de documents, traduction. Sa genèse est emblématique de ce va-et-vient incessant entre problématiques

techniques et enjeux politiques. Développé à l'origine par les sociétés de services en logiciel libre Easter-eggs, Thérion et Code Lutin, dont la particularité est d'être détenues par leurs salariés, Glasnost a été conçu, à l'origine, pour répondre à leurs besoins particuliers en termes d'accès à l'information et de prise de décision.

Glasnost est à l'origine un logiciel de vote permettant de trouver un mode de fonctionnement démocratique au sein de l'entreprise :

“Les premières années, on faisait beaucoup de réunions, dit Emmanuel Raviart un des créateurs de Glasnost, dans un entretien que nous avons eu avec lui. Mais dans ces réunions-là, on prenait beaucoup de décisions avec des votes plus ou moins formels et on se rendait compte que ça ne marchait pas. En 2001, on s'est dit : il doit y avoir possibilité de créer un outil qui permette de procéder à de la prise de décision en ligne et faire que ce qui était manuel là et qui ne marchait pas, fonctionne de manière plus démocratique” [38].

Reprenant le modèle de l'association Debian, association internationale de distribution de logiciel libre, les salariés d'Easter-eggs ont décidé de réfléchir à la forme même du scrutin, privilégiant des formes alternatives de vote : votes par assentiment et votes Condorcet, au détriment du scrutin uninominal à deux tours, trop injuste de leur point de vue. D'autres innovations ont très vite été intégrées dans ce logiciel, permettant notamment de réaliser des votes permanents et des votes publics qui permettent de donner une visibilité au vote de chacun.

Parallèlement à ce système de vote, les salariés d'Easter-eggs ont réfléchi à la question du partage et de la circulation de l'information dans l'entreprise et avec d'autres entreprises au sein d'un réseau d'entreprises. C'est la raison pour laquelle des fonctionnalités de rédaction collaborative, de traduction et de comptabilité ont été intégrées à ce logiciel.

Pour Emmanuel Raviart, ce projet n'est, à l'évidence, pas seulement un projet lié à une entreprise, ni à un réseau d'entreprises, mais pourrait être appliqué à la société tout entière selon un mode de propagation virale : “Je pense que ça peut déteindre sur la société, c'est évident, mais à quel horizon et à quel point de vue, je n'en sais rien... Je pense qu'il va y avoir des politiques qui vont reprendre les idées de Glasnost pour faire des sondages mais j'ai le sentiment que ça va être des mesures gadgets. Par contre, je pense qu'un certain nombre d'associations vont utiliser Glasnost comme outil d'aide à la décision. Ça, je pense que ça va se propager en commençant par des groupes de quelques dizaines de personnes, et si ça croît, au fur et à mesure du développement du logiciel, à ce moment-là, ça va pouvoir s'étendre au reste. Je l'espère : on verra bien, ce n'est pas pressé” [39].

Outils et procédures de légitimation de la parole sur Internet.

Qui dit espace public dit processus de construction d'une légitimité d'une parole publique. Internet, comme réseau tentant d'articuler entre elles des arènes publiques multiples, n'échappe pas à cette règle. Fabien Granjon insiste sur cette dimension de légitimité dans un espace privilégiant la circulation d'information et la construction de consensus, lorsqu'il met en évidence les figures de mailleur, de passeur et de l'interprète dans la traduction technologique des principes d'engagement distancié, caractéristiques de ce qu'il qualifie de “nouvelle critique sociale”. Pour étayer cette hypothèse, F. Granjon cite un militant sans-papier qui dit :

“Sur Internet finalement la signature n'est pas très importante, c'est surtout le contenu. Parfois tu regardes qui envoie le mail et c'est ça qui t'intéresse plutôt que la signature du mail elle-même, qui peut être différente. C'est parfois plus intéressant de connaître qui envoie les bons trucs que qui les produit. Systématiquement quand Antoine C. fait suivre des trucs, je les lis et souvent ce ne sont pas des trucs que lui a écrit” [40].

La légitimité, qui définit la “grandeur” pour reprendre le concept élaboré par Boltanski et Thévenot [41], se distancie des critères de légitimité traditionnelle des organisations (liées notamment à la notion de représentation). Celui qui a une légitimité sur Internet, c'est-à-dire considéré comme crédible, comme celui qui est lu et écouté, n'est pas celui qui représente les autres mais celui qui “envoie des bons trucs”. Sont considérés comme de bons militants, rappelle Fabien Granjon, ceux qui produisent et mettent en circulation de la contre-expertise.

“Ce sont des pourvoyeurs de sens qui, par leur qualité d'analyse, peuvent devenir de précieux repères et assister les (militants)-internauts dans la constitution de leur propre réflexion” [42].

Là encore, les principes issus du monde du logiciel libre et plus généralement de l'histoire du réseau Internet, constituent autant de clés précieuses pour comprendre les processus de construction de

légitimité dans un mode d'engagement privilégiant la distance et l'organisation en réseau. Sur Internet, la légitimité se construit par la capacité des acteurs à s'inscrire dans —sinon à animer— des processus coopératifs de production d'objets ou de sens. Dans un texte célèbre, Eric S. Raymond, un des fondateurs du mouvement du logiciel libre, explique comment se constitue la légitimité d'un hacker, c'est-à-dire d'un programmeur virtuose reconnu par la communauté des pairs, sur Internet.

“Le monde des hackers correspond exactement à ce que les anthropologues appellent une culture du don. Votre statut et votre réputation ne découlent ni de votre capacité à dominer d'autres personnes, ni de votre beauté, ni du fait que vous possédez des choses que d'autres désirent, mais bien plutôt de votre capacité à donner, et plus précisément à donner votre temps, votre créativité et les résultats de votre talent” [43].

La notion de communauté de pairs est ici très importante. C'est par elle que se construit la légitimité d'un acteur. Ce phénomène de constitution d'une légitimité par la reconnaissance des pairs, à travers une réhabilitation d'un agir en commun, sous la forme d'une démarche individuelle est implicitement très présent sur Internet. Il arrive même qu'elle soit formalisée de manière extrêmement précise, à travers des procédures techniques de mise en visibilité des contributions de chacun, ou des systèmes plus ou moins élaborés de notation de ces contributions.

Le développeur du RC, rédacteur collaboratif qui permet de rédiger des textes en commun à distance, explique avec beaucoup de simplicité ce phénomène de valorisation de l'activité de coopération : “J'ai décidé de mettre en visibilité les logs [traces électroniques en quelque sorte] des passages de chacun. En fait, c'est comme si tu voyais les traces de doigts sur chacune des pages et que tu pouvais les compter. Ça change beaucoup de choses, parce qu'il y a une vraie mystification politique autour des outils collaboratifs en ligne (...). Ça permet de savoir qui a beaucoup d'activité dans ce domaine de collaboration. Donc qui va être plus légitime dans ces remarques concernant quelque chose” [44].

De manière encore plus élaborée, Fabien Penso, développeur du logiciel DaCode et animateur du site Linux.fr nous parle du système baptisé “Gestion de Karma [45]” qui permet de mesurer la notoriété de chacun dans un projet coopératif pour faire en quelque sorte émerger des leaders dans un groupe ouvert en ligne.

Conclusion : maîtriser les formats pour maîtriser sa parole.

Une des caractéristiques des “nouvelles formes de militantisme” qui s'exprime, en particulier dans le mouvement altermondialiste, est sans doute cette revendication d'autonomie et de maîtrise de son expression politique. Cette volonté renvoie à l'évidence à une méfiance, sinon à un rejet, dans toute une partie du monde militant, des pratiques déléguées et, in fine, à la crise de la représentation.

C'est probablement Hannah Arendt qui nous permet d'appréhender cette question de la maîtrise de l'activité politique. Reprenant, dans la Condition de l'homme moderne, la distinction développée par Platon, entre pensée et action qui sépare les gouvernants des gouvernés, elle se livre à une tentative de réhabilitation de l'activité politique. Elle montre que la notion d'action, en accompagnant la dégradation du politique —devenue un moyen en vue d'une fin prétendue plus haute (le progrès social et la productivité à l'époque moderne)— a été instrumentalisée et rabattue du côté de la sphère instrumentale. Pour elle, l'action politique reste une des expériences humaines essentielles car : “Si la force du processus de production s'absorbe et s'épuise dans le produit, la force du processus de l'action ne s'épuise jamais dans un seul acte ; elle peut grandir au contraire quand les conséquences de l'acte se multiplient. Ces processus, voilà ce qui dure dans les affaires humaines” [46].

On peut se demander si la crise que traverse le militantisme aujourd'hui, qui tente de réélaborer une nouvelle grammaire, fondée sur l'engagement distancié, le rejet croissant de l'adhésion, le regroupement d'individus en réseaux à géométrie et à temporalité variables [47], ne s'inscrit pas justement dans cette tension contradictoire entre le faire et l'agir. La fin des certitudes, des grands récits de la modernité n'a-t-elle pas entraîné avec elle cette posture de renoncement à l'action politique du fait de son imprévisibilité et de son irréversibilité ? Au-delà peut-être de la question de la montée de l'individualisme, cette réhabilitation de l'action politique comme démarche, processus individuel, d'un agir qui tente de mettre directement en lien les hommes, dans ce qu'ils ont de plus commun, en même temps que de plus irréductible (c'est-à-dire leur parole), sur le terrain même de la politique, ne constitue-t-elle pas une grille de lecture nous permettant d'interpréter le sens de ces nouveaux mouvements sociaux ?

“Maîtriser sa parole de bout en bout” : cette revendication récurrente s’adresse d’abord aux organisations syndicales et politiques, mais aussi aux médias traditionnels, notamment depuis le mouvement de novembre-décembre 1995.

L’usage croissant d’Internet dans ces mobilisations, marquant l’émergence d’un nouveau champ de pratiques militantes associées à la production et à la circulation d’informations, révèle que cette volonté de maîtrise de sa prise de parole porte non seulement sur son contenu, mais aussi, de manière particulièrement prégnante, sur son support et son format technique. Au point qu’il est possible d’avancer l’hypothèse que les débats sur le mode d’organisation, débats qui ont agité le mouvement ouvrier depuis sa création, se déplacent aujourd’hui sur la question des formes de circulation en réseau de la parole militante à travers des dispositifs organisationnels ou techniques, ne postulant plus nécessairement l’existence d’un projet commun et d’une organisation, comme préalables à l’action militante.

Dans un entretien, Aris Papatheodorou, un des animateurs du principal réseau d’activistes français d’Internet, le réseau Samizdat, expliquait l’importance d’un investissement massif de la technique par les militants. Il ne s’agissait pas seulement :

“d’utiliser des moyens techniques nouveaux et modernes mais d’investir véritablement une pratique sociale en formation : pour dépasser le filtre médiatique qui s’interpose entre la réalité et sa représentation, pour construire une communication moléculaire et directe entre des sujets sociaux sans passer par la verticalité des appareils et des institutions, pour construire les instances de coopération entre des réalités différentes/séparées”.

Un peu plus loin, reprenant le discours de l’expérimentation, il poursuivait :

“Avec l’irruption sociale de novembre-décembre 1995, il nous a semblé, presque spontanément, que c’était le moment ou jamais, qu’il fallait immédiatement expérimenter “grandeur nature” l’hypothèse qui était la nôtre sur la puissance et l’intérêt de la communication électronique aux mains d’un mouvement social, au service de luttes, comme instrument de communication directe... Des choses que nous avons pu entrevoir à partir d’expériences en Italie, aux États-Unis ou en Allemagne. Il fallait faire le pas, devenir acteurs, s’approprié (au moins un minimum) la pratique de communication. Pas seulement pour être présents sur le Net, en soi, mais pour l’utiliser comme instrument dans et pour l’action, comme moyen d’intervention sur le réel dans un contexte de conflictualité sociale”.

Dans ces conditions, la technique devient un enjeu politique à part entière qui dépasse la simple question de maîtrise des supports de communication. De la simple “exposition” de points de vue contestataires à la tentative de construction d’un consensus entre des individus et des organisations ayant des conceptions, des objectifs et des finalités très hétérogènes, en passant par la volonté de créer et d’animer des forums de débat, la réflexion sur les outils technologiques prend une place de plus en plus importante dans l’activité militante. Cette réflexion est souvent l’occasion de rencontres, parfois assez inattendues, entre des acteurs du monde militant et des acteurs du monde technique.

Je tiens à remercier chaleureusement Laurence Allard pour son travail de relecture de ce texte et les très nombreux conseils qu’elle m’a donné et que j’ai essayé d’intégrer dans la version finale.

[1] ALLARD Laurence, Développer l’audiovisuel numérique dans le style bazar. Collectifs en ligne et arènes publiques digitalisées in Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques, sous la dir. de Dominique Pasquier et Daniel Céfai, PUF, 2003.

[2] CÉFAI Daniel, La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans les arènes publiques, in Réseaux, n°75, janvier-février 1996,

<http://www.enssib.fr/autres-sites/reseaux-cnet/75/02-cefai.pdf>

[3] FARGE Arlette, Dire et mal dire. L’opinion publique au XVIIIe siècle, Seuil, Librairie du XXIe siècle, 1992.

[4] Collectif d’acteurs informels fondé en 1997 et revendiquant l’existence et l’autonomie, face à l’Internet marchand, d’un Internet libre et non-marchand,

<http://www.uzine.net/article60.html>

[5] Entretien du 27 septembre 2002 avec Arno, un des premiers webmasters alternatifs du Web et créateur du logiciel Spip (<http://www.spip.net>).

[6] Message intitulé : Prendre ses désirs de mouvement social pour des réalités, posté sur la liste de diffusion [infozone] le 6 octobre 2003.

[7] FARGE Arlette, Dire et mal dire, p. 289.

[8] VIRNO Paolo, Grammaire de la multitude. Pour une analyse des formes de vie contemporaines, Éditions de l’Éclat/Conjonctures, trad. fr., 2002,

- <http://www.lyber-eclat.net/lyber/virno4/grammaire01.html>
- [9] VIRNO Paolo, Bavardage et curiosité, 1998,
<http://www.lyber-eclat.net/lyber/virno/virno-bavardage.html>
- [10] VEDEL Thierry, L'idée de démocratie électronique, origine, vision et questions, in Le désenchantement démocratique, PERRINEAU Pascal (dir.) La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2003,
<http://www.jm.u-psud.fr/~adis/rubriques/p/carrytic/edemo.doc>
- [11] Le site web du Métallos Medialab : <http://metallosmedialab.fse-paris.org>
- [12] LICOPPE Christian, La formation de la pratique scientifique. Le discours de l'expérience en France et en Angleterre (1630-1820), La Découverte, 1996.
- [13] CALLON Michel, LASCOURMES Pierre, BARTHE Yannick, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Éditions du Seuil, Coll. La couleur des idées, 2001, p. 104.
- [14] CALLON Michel, LASCOURMES Pierre, BARTHE Yannick, Agir dans un monde incertain, p. 104.
- [15] VEDEL Thierry, L'idée de démocratie électronique.
- [16] CHATIGNOUX Jacques, FREROT Olivier, Quand l'Internet bouscule les pratiques de l'administration. L'expérience de co-production de la RN19, in Homo Numericus, Janvier 2003,
http://www.homo-numericus.net/article.php3?id_article=193
- [17] Voir le site RN 19 : <http://www.rn19.net>
- [18] Voir note 2.
- [19] CHATIGNOUX Jacques, FREROT Olivier, Internet, le débat public et la construction d'un territoire : la RN 19,
http://www.rn19.net/article.php3?id_article=90
- [20] FARGE Arlette, Dire et mal dire, p. 97.
- [21] CALLON Michel, LASCOURMES Pierre, BARTHE Yannick, Agir dans un monde incertain, p. 59.
- [22] CALLON Michel, Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs de la baie de Saint-Brieuc, in L'Année sociologique, n°36, 1986.
- [23] FOUCAULT Michel, Il faut défendre la société. Cours au Collège de France, 1976, Éditions Seuil/Gallimard, Coll. Hautes Études, 1997.
- [24] FOUCAULT Michel, Il faut défendre la société, p. 9.
- [25] CRETTEZ Xavier et SOMMIER Isabelle, La France rebelle. Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation, Éditions Michalon, 2002, p. 319.
- [26] CRETTEZ Xavier et SOMMIER Isabelle, La France rebelle, pp. 322-323.
- [27] <http://www.internatif.org/antenneessedic/0211/15.html>
- [28] STIEGLER Bernard, Perspectives : relation entre besoin, attentes et usages, Actes des Forums France Télécom Recherche, numéro10,
<http://www.rd.francetelecom.fr/fr/conseil/mento10/chap6.pdf>
- [29] Entretien avec Florent Latrive, créateur d'AttilaPhp, le 25 septembre 2002.
- [30] DAVDUF, PhpNuke, conte moderne de la société de contribution, la libre attitude en marche,
<http://www.uzine.net/article587.html>
- [31] Voir ALLARD Laurence et VANDERBERGHE Frédéric, Express Yourself! Entre légitimation techno-politique de l'individualisme expressif et authenticité réflexive peer to peer, in Réseaux, n°117, Hermès, 2003,
<http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Allard.pdf>
- [32] Entretien avec Florent Latrive.
- [33] Entretien avec Mose, créateur du RC, rédacteur collaboratif, le 27 septembre 2002.
- [34] HALIMI Serge, Des cyber-résistants trop euphoriques, Le Monde Diplomatique, Août 2000,
<http://www.monde-diplomatique.fr/2000/08/HALIMI/14154.html>
- [35] TRAUTMANN Flore, Internet au service de la démocratie. Le cas d'ATTAC, Les Cahiers du CEVIPOF, numéro 30,
<http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/cahiers/C30.html>
- [36] Voir le site de PHP France <http://www.phpfrance.com>
- [37] Liste non-exhaustive : http://www.spip.net/article884.html?debut_signatures=0
- [38] Entretien avec Emmanuel Raviart fondateur d'Easter-Eggs, le 19 septembre 2002.
- [39] Entretien avec Emmanuel Raviart.
- [40] GRANJON Fabien, Les militants internautes : passeurs, filtres, et interprètes, article prévu pour le numéro 5 de la revue Multitudes, mai 2001, non publié faute de place,
http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=260
- [41] BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, De la justification. Les économies de la grandeur, Gallimard, 1991.
- [42] GRANJON Fabien, Les militants internautes.
- [43] RAYMOND Eric S., Comment devenir un hacker, in BLONDEAU Olivier et LATRIVE Florent, Libres enfants du savoir numérique, anthologie du libre, Éd. de l'Éclat, 2000, <http://www.freescape.eu.org/eclat/>
- [44] Entretien avec Mose.
- [45] Voir le système d'auto-modération du site Linuxfr,
<http://perso.linuxfr.org/penso/moderation-linuxfr.txt>
- Voir aussi pour une description du système de Gestion de Karma : HIRSH Jesse et STADLER Félix, L'émergence de l'intelligence Open Source,
http://www.freescape.eu.org/biblio/article.php3?id_article=68
- [46] ARENDT Hannah, La condition de l'homme moderne, trad. fr., Press Pocket, Coll. Agora, 1994, p. 298.
- [47] Voir les travaux de Jacques Ion et notamment : ION Jacques, La fin des militants ?, Éditions de l'Atelier, 1997.

Ce texte est issu d'une communication faite lors du Colloque international "Les mobilisations altermondialistes", organisé par le GERMM avec le soutien du CNRS, du CEVIPOF, du CREDEP, du CRPS, du CURAPP et de la Fondation de France, à la Fondation Nationale des Sciences Politiques du 3 au 5 décembre 2003. D'abord édité sur le site de l'Association Française de Science Politique (MSH Paris), ce texte est ici publié dans une version remaniée sous licence Creative Commons Share-Alike 1.0.

Olivier Blondeau est sociologue, co-auteur de *Libres enfants du Savoir numérique*, anthologie du libre, Éditions de l'Éclat, mars 2000.